

Malone
Marceau
Marchand
(Langelier)
Marchand
(Kamloops-Cariboo)
Mazankowski
McGrath
McIsaac
McRae
Morin (M^{me})
Munro
(Esquimalt-Saanich)

Nicholson (M^{lle})
Oberle
Paproski
Patterson
Philbrook
Poulin
Prud'homme
Railton
Raines
Rompkey
Rooney
Scott

Sharp
Skoreyko
Smith
(Saint-Jean)
Stollery
Tessier
Trudel
Turner
Watson
Wenman
Whelan
Woolliams—92

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe (4) de l'article 65 du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. McKinley en remplacement de M. McGrath sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

CONTRE

Messieurs

Brewin
Broadbent
Dionne
(Kamouraska)
Firth

Gauthier
(Roberval)
Knowles
(Winnipeg-
Nord-Centre)

Nystrom
Peters
Saltsman—9

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. Chrétien.—Que le Bill C-68, Loi modifiant la Loi sur les soins médicaux, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Et sur l'amendement de M. Gilbert, appuyé par M. Nystrom.—Que le Bill C-68, Loi modifiant la Loi sur les soins médicaux, ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais qu'il soit lu une deuxième fois dans six mois à compter de ce jour.

Le débat se poursuit;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires émanant des députés, suivant les dispositions du paragraphe (4) de l'article 15 du Règlement)

(Bills publics)

Du consentement unanime, les ordres numéros 34, 4, 10, 24, 37, 38, 41, 43 à 48 inclusivement, 50, 52, 54 à 56 inclusivement et 58 à 63 inclusivement ayant été appelés, sont réservés à la demande du gouvernement.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien du Bill C-264, Loi prévoyant l'établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska).

M. Oberle, appuyé par M. Paproski, propose.—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires émanant des députés est expirée.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 41 du Règlement, savoir:

Par M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine.—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, Volume III, États annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuels, pour l'année civile 1974, conformément à l'article 8 de la Loi sur le département des assurances, chapitre I-17, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 301-1/167A).

Par M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 14 octobre 1975 (Question n° 2641), demandant: Pour chaque ministère, organisme, office, commission et société de la Couronne pourvu d'un système informatique de renseignement, quels sont a) le nom du système, b) la nature et le but du système, c) la catégorie et le nombre de personnes sur lesquelles des données sont (seront) stockées, d) la catégorie de données qui sont ou seront stockées, en indiquant quelle catégorie est (sera) stockée dans les dossiers accessibles par ordinateur, e) la politique et les pratiques concernant (i) le stockage des données (ii) la durée de la conservation des données et leur destruction, f) la catégorie des sources des données, g) une description de tous les types d'usage des données, en indiquant ceux mettant en jeu des dossiers accessibles par ordinateur, et notamment les catégories d'usagers et leurs rapports sur le plan de l'organisation, h) les modalités par lesquelles un particulier peut (i) être avisé que des données à son sujet sont stockées dans le système (ii) avoir accès à ces données (iii) contester leur exactitude, leur pertinence et leur utilité, i) le titre, le nom et l'adresse du responsable immédiat du système? (Document parlementaire n° 301-2/2641A).

Par M. Sharp.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1976 (Question n° 3280), demandant: Au cours des deux dernières années, quels sont les membres du Cabinet actuel dont le bureau à la Chambre des communes ou celui de leur ministère a été rénové ou meublé à neuf et, dans chaque cas, combien a coûté a) la rénovation, b) chaque article du nouvel ameublement? (Document parlementaire n° 301-2/3280C).

Par M. Sharp.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1976 (Question n° 3281),